TRANSPARENCY INTERNATIONAL
the global coalition against corruption

PROMOUVOIR LA CONVENTION DE L'UNION AFRICAINE SUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Outils et stratégies

Plaider en faveur de réformes juridiques pour l'intégration de la CUAPLC

OUTILS DE PLAIDOYER ET TACTIQUES

Ceci est de l'une des six boîtes à outils - chacune se concentrant sur un domaine tactique différent - de la collection *Promouvoir la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption : Outils et Tactiques.*

Tout en suivant et en plaidant pour la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, plusieurs sections de Transparency International ont développé des tactiques de plaidoyer pour demander des comptes aux gouvernements. Ces tactiques les ont aidées à travailler avec les décideurs pour respecter les engagements encore en suspens dans la mise en œuvre et l'application de cette convention.

Cette collection a été développée dans le cadre du projet de Transparency International, Towards Enforcement of Africa's Commitments against Corruption (TEA-CAC), financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Elle présente des outils et des tactiques partant des exemples réels de travail de plaidoyer créatif afin que d'autres organisations de la société civile puissent les reproduire dans leurs propres campagnes de lutte contre la corruption.

Les autres boîtes à outils :

Domaine stratégique 1
Sensibiliser le public sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements des États africains en matière de lutte contre la corruption

Domaine stratégique 2
Donner aux organisations de la société civile africaine les moyens de mener efficacement des activités de lutte contre la corruption

Domaine stratégique 3
Renforcer les capacités des médias à surveiller la mise en œuvre d'engagements en matière de lutte contre la corruption et à demander des comptes

Domaine stratégique 4
Renforcer les institutions de lutte contre la corruption et le travail des autorités publiques dans ce domaine

Domaine stratégique 5
Plaider en faveur de réformes juridiques pour l'intégration de la CUAPLC

Domaine stratégique 6
Veiller à la mise en œuvre de la CUAPLC

Vous pouvez accéder à chaque boîte à outils et à la collection complète d'outils et de tactiques sur le site web de Transparency International.

DOMAINE STRATÉGIQUE 5

Plaider en faveur de réformes juridiques pour l'intégration de la CUAPLC

L'état de droit est crucial pour une démocratie stable, la justice sociale et la paix. Il peut être difficile de démontrer l'impact direct de l'adoption de réformes juridiques anti-corruption à court terme, mais à long terme, l'intégration de la CUAPLC dans le droit national constitue une base solide pour l'État. Pour que des réformes anti-corruption plus larges fonctionnent, elles doivent avoir une base juridique.

I WATCH, la section de Transparency International en Tunisie, a plaidé en faveur de la responsabilisation dans le cadre de la loi sur la divulgation des biens du gouvernement, en sensibilisant les citoyens aux fonctionnaires qui devraient déclarer leurs biens et en désignant ceux qui ne l'ont pas fait. En Tunisie, où le Parlement et l'Agence de lutte contre la corruption sont suspendus depuis 2021, une telle pression de la société civile est encore plus importante.

Transparency International Rwanda a construit une compréhension commune des réformes légales nécessaires pour promouvoir le recouvrement d'actifs en cas de détournement de fonds publics. Dans leur tactique, ils ont créé un consensus parmi les autorités étatiques impliquées dans les affaires de corruption pour identifier les crimes de blanchiment d'argent et obtenir la coopération des personnes accusées.

FAIRE CAMPAGNE POUR INCITER LES POLITICIENS À DÉCLARER LEURS BIENS (TUNISIE)

LIEN AVEC LA CUAPLC

L'Article 7 (lutte contre la corruption et infractions assimilées dans la fonction publique) stipule que les États parties s'engagent à « exiger que tous les agents publics ou ceux désignés déclarent leurs biens lors de la prise de leurs fonctions, ainsi que pendant et à la fin de leur mandat »

Pourquoi adopter cette stratégie ?

Un système efficace de déclaration d'intérêts et de patrimoine peut contribuer à prévenir les abus de pouvoir, à réduire la corruption et à accroître la responsabilité publique et la confiance dans le gouvernement. Cependant, un programme crédible de déclaration de patrimoine doit établir qui doit déclarer quoi à qui et comment, et doit punir tout manquement intentionnel à la déclaration. Comme pour l'accès à l'information, la pression publique exigeant la transparence peut garantir que les exigences en matière de déclaration de biens ne restent pas sur le papier mais soient mises en œuvre pour protéger la responsabilité légitime et légale.

Description et objectifs de cette stratégie

La pression publique était nécessaire pour militer en faveur de la publication des biens et intérêts déclarés des élus du gouvernement.

Les objectifs de cette stratégie sont les suivants :

- Faire pression sur les fonctionnaires pour qu'ils déclarent leurs biens et intérêts conformément à la loi et à la CUAPLC
- S'assurer que les institutions publiques fonctionnent dans le respect de l'État de droit

Conditions clés de la réussite

- La publicité autour de l'appel lancé aux élus pour qu'ils déclarent leurs biens est importante. Grâce à la pression du public, les décideurs peuvent être poussés à agir.
- La liberté d'expression. Comme condition préalable, une organisation doit avoir la liberté de diriger les appels de plaidoyer vers les personnes au pouvoir.
- De bonnes relations avec les médias. Chaque fois que I WATCH publie un communiqué de presse, elle s'adresse aux journalistes qu'elle connaît et leur fournit davantage d'informations sur le sujet. Cela les aide à attirer davantage l'attention sur leur appel.

Contexte de la stratégie

Le parlement tunisien a adopté une loi en juillet 2018 qui oblige les politiciens, les médias et les ONG à déclarer leurs biens à l'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC). Malheureusement, l'INLUCC a été fermée en août 2021 sur ordre du ministère de l'Intérieur, une action contre laquelle I WATCH a fait appel devant le tribunal administratif.

Même avec la fermeture de l'INLUCC, il est toujours possible de déclarer son patrimoine via un site internet. En septembre 2021, I WATCH a appelé le Premier ministre nouvellement élu, Najla Bouden, et les nouveaux membres du Parlement à déclarer leurs biens/

actifs et intérêts afin de contribuer à la lutte contre l'enrichissement illicite et les conflits d'intérêts.

Comment faire : les étapes à suivre

1. Communiqué de presse

D'abord, I WATCH a préparé un communiqué de presse demandant aux membres du gouvernement de déclarer leurs biens sur le site de l'INLUCC (Instance Nationale de Lutte contre la Corruption - INLUCC).

2. Choisir le moment opportun pour lancer l'appel

Un jour avant la réunion hebdomadaire des ministres avec le président, I WATCH a écrit aux fonctionnaires pour leur faire part de leur appel et a également publié le communiqué de presse, s'assurant ainsi que l'appel de I WATCH serait traité lors de la réunion du cabinet.

3. Poursuite du travail sur les médias

Suite au communiqué de presse, la section a répondu aux appels des médias et a donné aux journalistes de plus amples informations sur la question. Les médias ont joué un rôle important dans la mobilisation du public pour qu'il contacte ses élus et leur demande de respecter la loi sur la déclaration de patrimoine et d'intérêts.

4. Pression juridique

I WATCH a également intenté une action en justice pour contester la décision de fermer l'agence nationale anticorruption qui s'assure que les déclarations ont été déposées. Dans le communiqué de presse, I WATCH a également demandé au ministre de l'Intérieur de revoir la fermeture du siège de l'INLUCC. Ils ont également demandé au président du tribunal administratif d'examiner la demande d'I WATCH de stopper la fermeture de l'INLUCC dès que possible.

Informations complémentaires

Cette stratégie repose sur la mise en place d'une loi solide sur la déclaration de patrimoine, conformément à la CUAPLC, afin qu'une organisation de lutte contre la corruption puisse faire campagne pour la faire appliquer. Les lois d'autres pays peuvent servir d'inspiration : la loi tunisienne sur la déclaration d'actifs peut être très utile et servir de modèle pour les militants anti-corruption d'autres pays. I WATCH avait déjà fait campagne pour l'adoption de cette loi, en s'inspirant des expériences françaises et de Common Law en matière de législation et en prenant les points les plus utiles pour les intégrer dans le projet de loi tunisien. La loi tunisienne qui a été adoptée va plus loin que la CUAPLC en demandant la déclaration non seulement des biens des politiciens mais aussi de leurs intérêts.

- Tunisia News, Octobre 2021, I WATCH Calls on Members of the New Government to Declare Their Assets Remotely.
- Morning Express, Novembre 2021, Tunisie, I WATCH Calls on Members of the New Government to Declare Their Assets.
- U4 Helpdesk Answer, 2008, African Experience of Asset Declarations.

CONTACT

I Watch Organisation

Site internet : www.iwatch.tn
E-mail : contact@iwatch.tn

RÉFORMER LE SYSTÈME JUDICIAIRE POUR AIDER À RÉCUPÉRER DES FONDS DÉTOURNÉS (RWANDA)

LIEN AVEC LA CUAPLC

L'Article 16 de la CUAPLC (confiscation et saisie des produits et moyens de corruption) stipule que les États parties adoptent les mesures nécessaires pour « la recherche, l'identification, le repérage, la gestion et le gel ou la saisie » des moyens et produits de la corruption.

Pourquoi adopter cette stratégie ?

Le recouvrement d'actifs est un processus qui consiste à réclamer et à restituer les fonds publics volés par détournement de fonds ou par corruption. Même un petit montant d'actifs récupérés peut être consacré à des programmes sociaux, à la lutte contre la pauvreté et à la création de services publics indispensables. La négociation de plaidoyer est une stratégie permettant de persuader un auteur présumé de restituer volontairement les produits de la corruption en échange d'une condamnation plus clémente. Cette stratégie peut être particulièrement efficace dans les affaires complexes de blanchiment d'argent qui dépassent les capacités des enquêteurs et des procureurs à les démêler.

Description et objectifs de cette stratégie

Dans le cas de cette stratégie, l'objectif est d'établir une compréhension commune entre les responsables de l'application de la loi impliqués dans des affaires de corruption sur les réformes juridiques qui peuvent aider à lutter contre la corruption. De cette façon, un consensus est créé parmi ces fonctionnaires par la discussion des cas et des pratiques utilisées lors des enquêtes, des poursuites et des condamnations des personnes soupçonnées de corruption. L'objectif de cette stratégie est :

- D'accroître les connaissances des fonctionnaires travaillant dans le système judiciaire sur les réformes juridiques nécessaires pour recueillir efficacement des preuves en vue de poursuivre le blanchiment d'argent et d'autres actes de corruption conformément au CUAPLC.

Conditions clés de la réussite

- Adopter une approche fondée sur la compréhension des besoins des partenaires du secteur public. Tout le monde peut alors se sentir gagnant lorsqu'une évaluation experte des défis auxquels sont confrontés les enquêteurs et les procureurs est associée à des félicitations pour les progrès accomplis par le gouvernement en matière de cadre juridique.

- Travailler avec un partenaire gouvernemental pour obtenir la participation des responsables gouvernementaux concernés. Si une organisation de la société civile invite des participants à l'atelier tels que des enquêteurs criminels, ils ne viendront probablement pas. Mais si un partenaire, comme une agence gouvernementale respectée, les invite, ils viendront.

- Avoir les moyens de collecter des cas spécifiques par le biais d'une ligne téléphonique de signalement de la corruption ou d'un projet de centre de plaidoyer et de conseil juridique a de grands avantages. Ainsi, une organisation de la société civile peut fournir des exemples pertinents de cas spécifiques susceptibles de persuader les décideurs politiques de modifier les lois, les politiques et les réglementations visant à améliorer l'application de la loi.

Contexte de la stratégie

Le recouvrement des biens peut réparer le crime d'enrichissement illicite, en particulier pour les personnes reconnues coupables de détournement de fonds. Il s'agit d'un domaine soumis à une forte pression politique, notamment au sein du ministère de la Justice au Rwanda. Le public voyait que ceux qui avaient détourné des fonds publics profitaient des bénéfices de la corruption lorsqu'ils n'étaient plus en fonction. Même lorsqu'ils étaient reconnus coupables, lorsqu'ils terminaient leur peine de prison, ces auteurs jouissaient de leurs biens mal acquis

Il s'agit d'une priorité partagée avec le gouvernement que de surmonter les difficultés liées à la découverte des endroits où sont cachés les fonds corrompus et à leur confiscation. Ce problème de richesse corrompue a conduit TI Rwanda à discuter du blanchiment d'argent et du recouvrement des biens volés avec les autorités chargées de l'application de la loi et des poursuites judiciaires. Grâce à des enquêteurs gouvernementaux et des journalistes d'investigation, TI Rwanda a expérimenté les difficultés d'enquêter et de poursuivre ces délits car les délinquants présumés blanchissent l'argent de manière très sophistiquée. Grâce au plaidoyer de TI Rwanda, les décideurs du système judiciaire du pays ont développé une stratégie consistant à discuter avec les personnes soupçonnées de détournement de fonds pour qu'elles remboursent immédiatement l'argent détourné en échange de leur indulgence.

Comment faire : les étapes à suivre

1. Effectuer des recherches sur le problème

TI Rwanda a procédé à une étude documentaire, en examinant les lacunes de la loi et en mettant l'accent sur les progrès et les aspects positifs de la législation anti-corruption du gouvernement. De cette manière, TI Rwanda a gagné le soutien des décideurs. Parce que les aspects positifs ont été soulignés lors des travaux de recherche, les responsables gouvernementaux ont été plus enclins à suivre les recommandations émises.

2. Plaidoyer par le biais de conversations privées

Lors de réunions en face à face, TI Rwanda s'est entretenu avec des hauts fonctionnaires du secteur de la justice afin de voir s'ils avaient réellement intégré les dispositions de la CUAPLC. Il s'agissait notamment de membres du secteur de la justice pénale, tels que les magistrats, le parquet national et les membres du bureau d'enquête du Rwanda. Lors de ces réunions d'experts, des lacunes ont été identifiées dans les lois nationales, ce qui a permis à une OSC d'identifier le manque d'application de la loi. Cette analyse, notamment sur le blanchiment d'argent, a ensuite révélé que très peu d'affaires de blanchiment d'argent font l'objet de poursuites

3. Préparation d'ateliers d'apprentissage par les pairs sur le blanchiment d'argent

L'objectif de cet atelier est l'apprentissage et l'examen par les pairs de cas impliquant des enquêtes sur des crimes économiques, notamment l'enrichissement illicite, le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites. Veillez à ce que vos participants proviennent des différentes sphères de la justice pénale : enquêteurs de police, procureurs et personnel judiciaire. Il peut être nécessaire de faire appel à une agence gouvernementale respectée en tant que partenaire pour s'assurer de la présence des fonctionnaires les plus concernés.

4. Animation des ateliers

Lors des discussions, faites appel à des animateurs issus de tous les secteurs : journalistes, OSC et procureurs du gouvernement. L'ordre du jour a été conçu de façon à saisir les lacunes de la loi et les difficultés à obtenir des preuves. Les discussions doivent être confidentielles car les autorités chargées de l'application de la loi peuvent se méfier des journalistes et la société civile, comme c'est le cas dans le monde entier.

5. Activités de suivi

Il peut être difficile d'impliquer les juges dans un atelier, car ils protègent leur indépendance et ne s'engagent normalement pas avec les procureurs. Par conséquent, une activité de suivi importante consiste à trouver un responsable judiciaire interne, tel que l'inspecteur des services judiciaires, qui peut conduire une réunion similaire avec les juges.

Informations complémentaires

- Cette stratégie vise les poursuites et à faire appliquer la loi pour lutter contre la corruption. Il ne sera pas possible de modifier efficacement le cadre juridique de la lutte contre la

corruption sans disposer de services judiciaires, d'application de la loi et de poursuites solides, indépendantes et efficaces. Les leçons tirées des approches passées et réussies des réformes anticorruption indiquent que ces réformes sont généralement optimisées par une combinaison d'approches complémentaires.

- TI Rwanda, Status of Assets Recovery in Rwanda: Promoting Rule of Law in Rwanda through Sound Enforcement of Anti-Corruption Laws.
- TI Rwanda, Report on the Assessment of Court Judgments Related to Corruption and Related Offenses.
- Transparency International et U4, 2015, Successful Anticorruption Reforms.

CONTACT

Transparency International Rwanda

Site internet : www.tirwanda.org
E-mail : info@tirwanda.org

Auteurs : Casey Kelso, Véronique Lerch
Contributeurs : Paul Banoba, Helena Vidalic
Réviseur : Shubham Kaushik
Concepteur : Plan-Grafik Berlin
Image de couverture : Sylverarts / adobe stock

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce document. Il est considéré qu'elles étaient correctes à la date de juillet 2022. Transparency International ne saurait donc engager sa responsabilité du fait de leur utilisation à d'autres fins que celles ici présentées ou dans d'autres contextes.

ISBN : 978-3-96076-224-9

2022 Transparency International. Sauf indication contraire, cet ouvrage est autorisé en vertu de la licence CC BY-ND 4.0 DE. Citations autorisées.
Veuillez contacter Transparency International – copyright@transparency.org – pour toute demande de produits dérivés.

CRÉEZ LE CHANGEMENT AVEC NOUS

S'ENGAGER

Suivez-nous sur les médias sociaux, partagez vos points de vue et discutez de la corruption avec des personnes se trouvant partout à travers le monde :

facebook.com/TransparencyInternational/
twitter.com/anticorruption/
linkedin.com/company/transparency-international/
instagram.com/Transparency_International/
youtube.com/user/TransparencyIntl/

APPRENDRE

Visitez notre site Internet pour en savoir plus sur notre travail dans plus de 100 pays et connaître les dernières nouvelles sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

FAIRE UN DON

Votre don nous aidera à soutenir des milliers de victimes de la corruption, à développer de nouveaux outils, à lancer de nouvelles recherches et à inciter les gouvernements et les entreprises à tenir leurs promesses. Nous voulons construire un monde plus équitable et plus juste. Avec votre aide, nous pouvons y arriver.

transparency.org/donate

Transparency International
International Secretariat
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Germany

Phone : +49 30 34 38 200
Fax : +49 30 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : transparency.org/en/blog
Facebook : /transparencyinternational
Twitter : @anticorruption